



# MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Le Ministre*

*Le Secrétaire d'État*

Paris, le 12 juin 2020

A vous toutes et tous,

Mesdames et messieurs les commissaires, officiers, gradés et gardiens, adjoints de sécurité et personnels administratifs, techniques et scientifiques de la Police nationale,

*« J'aimerais que chacun se rappelle que la France, ce n'est pas les Etats-Unis. Se rappelle que policiers et gendarmes interviennent pour chacun de nos appels. Qu'ils sont là, sans cesse, présents, face au terrorisme, face au crime, face aux trafics, face aux violences, face au racisme, aussi.*

*Alors oui, avec Laurent Nuñez, nous ne cesserons de défendre l'honneur des forces de l'ordre. Nous ne cesserons de les défendre face aux coups et aux insultes. Face aux amalgames et aux slogans ordures. Non, je n'accepterai jamais les accusations permanentes d'une partie, bien minoritaire, mais hurlante de la population. »*

Ces mots ont été prononcés lundi. Mais nous n'avons pas attendu lundi pour les dire. Depuis un an et demi que nous sommes vos ministres, nous les revendiquons et nous les traduisons en actes.

Nous savons bien que la société attend de vous bien plus que l'exercice de votre métier et que, trop souvent, vous êtes seuls face à l'adversité et au danger. Nous sommes solidaires de vous.

Alors depuis notre prise de fonction, nous nous sommes battus pour vous sur chaque sujet, chaque dossier. Vos moyens ont été renforcés avec un milliard d'euros supplémentaire pour le budget de la sécurité, le renouvellement de vos véhicules et 900 millions d'investissement pour le parc immobilier des forces de l'ordre. Les effectifs ont augmenté et le recrutement de 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires se poursuit. Nous nous sommes engagés pour vos salaires. Nous avons débloqué – enfin – le dossier des heures supplémentaires et entamé la réforme des cycles horaires pour vous permettre un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie familiale.

Ce combat pour vos conditions de travail et d'équipement, nous sommes déterminés à le poursuivre et l'intensifier pour vous permettre de vous libérer des tâches indues et vous concentrer sur votre cœur de métier : la lutte contre la délinquance et la protection de nos concitoyens. C'est le but de la Police de sécurité du quotidien de faire en sorte que chaque acteur de la sécurité – polices municipales, agents de sécurité privée, médiateurs, bailleurs sociaux... – joue pleinement son rôle et se mobilise davantage à vos côtés. Ces enjeux sont au cœur du livre blanc pour la sécurité intérieure, auquel nous travaillons.

Lundi, nous n'avons pas dévié un instant de cette ligne. Nous vous avons réaffirmé notre soutien total mais exigeant, car vous êtes les sentinelles de la République et que votre engagement appelle une exemplarité de chaque instant.

Le racisme n'a pas sa place dans notre société. Il n'a pas sa place, non plus, dans la police et la gendarmerie. Non, la police et la gendarmerie ne sont pas racistes. Mais oui, chaque propos, chaque comportement discriminatoire porte atteinte à l'honneur des forces de l'ordre et doit être sanctionné. Cette exigence, nous la portons. Nous l'assumons. Il en va de la réputation de ce que vous appelez « la Grande maison ».



# MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Une expression, « *soupçon avéré* », a pu créer parmi vous du doute et de l'incompréhension. Que les choses soient claires : il n'a jamais été question de remettre en cause la présomption d'innocence à laquelle les forces de l'ordre ont évidemment droit, comme chaque citoyen. L'instruction adressée le 5 juin à votre directeur général est sans ambiguïté : en cas d'acte raciste, sexiste, antisémite ou discriminatoire, dès lors que les faits sont avérés, une suspension doit systématiquement être envisagée à titre conservatoire. Ni plus, ni moins.

Lundi a été l'occasion de rappeler, aussi, que l'usage de la force est parfois nécessaire et qu'il est votre prérogative. Vous le savez, vous qui êtes trop souvent confrontés aux insultes, aux coups, aux guet-apens.

Cet usage de la force doit se faire avec proportionnalité, dans le respect des règles et de la déontologie : c'est la condition même de la confiance que les Français, tous les Français, doivent placer en vous.

Mais il n'est évidemment pas question de vous désarmer face aux délinquants et de vous priver des gestes indispensables pour vous défendre et pour interpellier. C'est pourquoi nous homogénéisons les techniques d'interpellation entre police et gendarmerie et que nous renforçons votre formation. Jugée dangereuse, la technique de l'étranglement ne sera plus enseignée. Vous conserverez bien entendu la possibilité, entre autres, de réaliser une prise arrière pour amener au sol et maîtriser un individu qui vous résiste.

Enfin, nous avons rappelé que le respect et la confiance allaient dans les deux sens. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas hésité au cours des derniers mois à saisir la justice pour des faits de diffamation, d'injure publique ou de provocation à la violence à l'encontre des forces de l'ordre.

Vous devez être protégés contre ceux qui vous haïssent, vous menacent, vous insultent et vous blessent. Nous l'avons dit lundi en demandant à ce que votre prise en charge par l'administration soit mieux assurée lorsque vous êtes victimes de ces agissements.

Vous ne devez pas vivre sous la menace de vidéos tronquées et trompeuses, publiées sur les réseaux sociaux : c'est pourquoi nous généraliserons les caméras-piéton de nouvelle génération sur la voie publique. Les images enregistrées permettront d'établir les faits et de vous défendre face aux mises en causes injustifiées.

Mesdames, messieurs,

Depuis des semaines, à force de raccourcis, d'amalgames et d'arrière-pensées, des groupes minoritaires vous accusent et vous accablent, oubliant que sous l'uniforme bleu de la loi se trouvent des femmes et des hommes dont la vie n'est qu'engagement et courage.

S'en prendre à vous, c'est s'en prendre à la République.

Ces derniers mois ont été éprouvants. Votre mobilisation a été sans faille. Nous avons aujourd'hui d'importants défis à relever, pour vous, pour les Français, pour la sécurité de demain. Menons-les ensemble, avec dialogue, détermination et exigence.

Soyez fiers de ce que vous êtes, comme nous sommes fiers de vous.  
Vous pouvez compter sur nous, nous savons pouvoir compter sur vous,

  
Christophe Castaner

  
Laurent Nuñez